



Les organismes de défense collective des droits et d'éducation
populaire autonome

DES ACTEURS CLÉS
DANS LA RELANCE POST-PANDÉMIE

AVIS DE LA TABLE RÉGIONALE DES ORGANISMES
VOLONTAIRES D'ÉDUCATION POPULAIRE (TROVEP) DE
MONTRÉAL

Déposé au ministre des Finances du Québec
Dans le cadre des consultations prébudgétaires 2021-2022

10 février 2021

La Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal est un regroupement d'organismes populaires et communautaires autonomes qui a pour mission de promouvoir l'avancement des droits sociaux de la population de Montréal et, plus particulièrement, l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations socialement, économiquement ou culturellement défavorisées.

La TROVEP de Montréal est membre du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) et participe à la campagne Engagez-vous pour le communautaire.

NOS RECOMMANDATIONS

À un moment où les communautés n'ont jamais eu autant besoin des organismes communautaires et où le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale est sur le point de dévoiler son plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC), le budget 2021 est rendez-vous à ne pas manquer entre les organismes communautaires et le gouvernement. Il s'agit d'une occasion unique, pour le gouvernement, de mettre en place des mesures structurantes pour améliorer, à long terme, la situation des organismes et pour renforcer leur capacité d'agir à un moment où ils sont des acteurs clés pour la reconstruction du filet social dans le cadre de la post-pandémie.

Dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie de la population, d'assurer le respect de leurs droits et de réduire les inégalités socioéconomiques entre les plus pauvres et les plus riches, nous recommandons que le gouvernement soutienne adéquatement l'action communautaire autonome et la justice sociale.

Plus précisément, à l'instar du RQ-ACA et de ses membres, la TROVEP de Montréal recommandent au gouvernement de :

1. Investir 460 millions \$ supplémentaire dans le financement à la mission globale des organismes d'ACA et ce, afin de favoriser le respect de leur autonomie et de renforcer leur capacité d'agir.
2. Indexer annuellement les subventions à la mission globale de tous les organismes d'ACA selon la hausse des coûts de fonctionnement.
3. Investir massivement dans les services publics et les programmes sociaux afin de réduire les inégalités socioéconomiques et d'améliorer l'accès, sans discrimination, à des services publics universels, gratuits et de qualité.
4. D'ajouter des sommes supplémentaires afin de tenir compte des besoins supplémentaires provoqués par le COVID-19
5. De donner à tous les ministères et organismes gouvernementaux les moyens financiers pour concrétiser les engagements du prochain plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC) dont la sortie est prévue pour le printemps 2021.

Ces recommandations vont dans le sens de la campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#), qui réunit les 4000 organismes de tous les secteurs de l'action communautaire autonome du Québec.

LE PAGAC – UN RENDEZ-VOUS HISTORIQUE A NE PAS MANQUER!

Pour assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien financier de l'action communautaire, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Jean Boulet, a amorcé, en mai 2019, des consultations en vue de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. Plus d'une [centaine de mémoires](#) ont été déposés afin de mettre en lumière les besoins des organismes.

Ce plan d'action, dont la sortie est prévue pour le printemps 2021, est très attendu par les organismes communautaires qui vivent, depuis plusieurs années, dans des situations de sous-financement insoutenables.

C'est pourquoi la TROVEP de Montréal compte sur le ministre des Finances pour donner les moyens au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de réellement faire une différence afin de renforcer la capacité d'agir de l'ensemble des organismes communautaires, en particulier pour les aider à faire face aux défis liés à la pandémie.

LE COMMUNAUTAIRE : UN MAILLON ESSENTIEL DU FILET SOCIAL

Le mouvement de l'action communautaire autonome compte plus de 4 000 organismes répartis dans toutes les régions. Il contribue à maintenir 60 000 salarié·e·s, ce qui représente 1,4 % de l'ensemble des emplois au Québec. Il est soutenu par 425 000 bénévoles qui lui offrent temps et engagement au quotidien. Il est fréquenté par plus d'un million de personnes vivant diverses formes de difficultés.

La TROVEP de Montréal a comme moteur des organisations populaires et communautaires préoccupées par l'avancement de la justice sociale, ses membres sont des groupes impliqués dans des luttes pour la promotion et la défense des droits. Ce sont des associations de locataires, des centres de femmes, de groupes de défense des droits des personnes en situation de handicap, des chômeurs et chômeuses, des personnes assistées sociales, des consommateur.trices, des accidenté.es du travail, des groupes en alphabétisation, etc. Ce sont des organismes qui, dans leur quotidien, ont comme préoccupation d'impliquer leurs membres ou participant.es dans la vie associative ainsi que dans des activités et actions leur permettant d'affirmer leur citoyenneté. Bref, la TROVEP de Montréal et ses membres s'inscrivent dans le courant de l'éducation populaire autonome.

Les organismes en éducation populaire autonome et en défense collective des droits font partie intégrante du filet social québécois au même titre que les services publics et les programmes sociaux.

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES : DES ACTEURS CLES DE LA PANDEMIE

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) a dévoilé, en octobre dernier, les résultats d'un sondage exclusif auprès de la population québécoise portant sur le rôle des organismes communautaires durant la pandémie. Le sondage, réalisé par la firme L'Observateur, révèle que les Québécois-es ont une haute opinion de la place des organismes communautaires dans l'espace public. Il est vrai qu'au cours des derniers mois, les organismes ont joué un rôle essentiel durant la pandémie, ne cessant de rivaliser de créativité et de résilience pour continuer d'être présents auprès des populations qu'ils desservent.

- 71,8% de la population croient qu'ils sont des acteurs clés durant la pandémie pour rejoindre les communautés les plus affectées.
- Selon 66,9% de la population, le rôle majeur des organismes communautaires en temps de pandémie est d'aider les gens à combler leurs besoins de base urgents.
- Trois autres rôles ressortent :
 - o aider les gens à comprendre et à respecter les consignes de santé publique (57,9%) ;
 - o soutenir les personnes vivant une situation de vulnérabilité (56,6%) ;
 - o offrir aux gens un espace d'appartenance pour briser l'isolement et pour la création de réseaux d'entraide (54,2%).

Avec la pandémie, les organismes communautaires ont subi une pression supplémentaire importante alors qu'ils devaient combler les manques pour garantir un filet social aux personnes les plus vulnérables – et cette pression engendre des besoins supplémentaires pour tous les organismes.

- D'ailleurs, 80,9% des personnes sondées pensent que les organismes communautaires devraient recevoir un soutien financier de base adéquat pour leurs activités et leur soutien à la population.

LE CARACTERE ESSENTIEL DU FINANCEMENT A LA MISSION

Si les organismes d'ACA sont en mesure de jouer un rôle clé pendant la pandémie, c'est grâce à leur autonomie face aux orientations gouvernementales qui leur permet d'avoir une grande capacité de résilience et d'adaptation. Cette autonomie est directement liée au type de financement, à la mission globale, qui leur permet d'avoir le plein contrôle sur les décisions, orientations et actions de leur organisme et leur donne le pouvoir d'agir rapidement et efficacement afin de répondre aux besoins des populations qu'ils rejoignent.

Le caractère essentiel du financement à la mission devient d'autant plus important dans le contexte actuel de crise où le communautaire doit faire face à une recrudescence des besoins et que la tendance semble se maintenir à moyen et à long terme. Cette crise sans pareil a plongé des dizaines de milliers de personnes dans des situations précaires. C'est pourquoi, il nous apparaît crucial de renforcer, dès maintenant, la capacité d'agir des organismes communautaires qui sont en première ligne pour soutenir les populations vivant diverses formes de difficultés.

UN MANQUE A GAGNER TOTAL ESTIME A 460M\$

Depuis la mise en œuvre de la [Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire](#) entre 2001 et 2006, jusqu'à tout récemment en 2017, aucun investissement sérieux n'a été fait pour le financement de base des organismes communautaires. Pendant cette période, les demandes d'aide et de soutien ont explosé en raison de la réduction des investissements dans les services publics et les programmes sociaux, en particulier pendant la période d'austérité de 2015 à 2018, plongeant ainsi le communautaire dans une situation de sous-financement perpétuel. Le manque à gagner pour l'ensemble des organismes d'action communautaire autonome est estimé à 460 millions\$.

Pour le secteur de la défense collective des droits le montant est estimé à 40 millions\$. Le rehaussement historique de 2019-2020 ne représente que 25% des revendications financières de la défense collective des droits.

UNE INDEXATION INEXISTANTE OU INSUFFISANTE

L'absence ou l'insuffisance d'indexation du financement à la mission appauvrit les groupes davantage chaque année, puisqu'ils ne peuvent pas assumer la hausse de leurs dépenses (loyer, électricité, charges sociales comme employeur, etc.). C'est pourquoi l'indexation des subventions à la mission doit être accordée à tous les groupes et calculée en fonction de la hausse des coûts de fonctionnement, estimée à 3,25% annuellement.

UN FILET SOCIAL A RECONSTRUIRE

La crise sanitaire actuelle rend visibles les conséquences du sous-financement des services publics et des programmes sociaux et amplifie les inégalités sociales. À l'instar de la Coalition Main rouge, nous demandons au gouvernement d'adopter certaines mesures fiscales ou de couper dans quelques dépenses, pour aller chercher un potentiel de 10 milliards \$ en revenus supplémentaires, chaque année. Cela permettrait de faire face aux prochaines crises et de réinvestir suffisamment pour le nécessaire renforcement du filet social québécois.

Voir les [solutions fiscales proposées par la Coalition Main rouge](#), disponibles en ligne.

Annexe - Liste des membres de la TROVEP de Montréal

1-2-3 Go Pointe de l'île
ACEF du Nord de Montréal
ACEF du Sud-Ouest de Montréal
Action Autonomie, le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal
Action Dignité de Saint-Léonard
Action-Gardien – Table de concertation communautaire de Pointe-Saint-Charles
Association pour la défense des droits sociaux Montréal-Métropolitain (ADDSMM)
Association des locataires de Villeray
ATD Quart Monde
Au bas de l'échelle
AQDR-St-Michel
Ateliers d'éducation populaire du Plateau
BRAS Villeray (Bureau de Ressources des Assistées Sociaux)
Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles
Carrefour Familial Hochelaga
Corporation de développement communautaire Solidarités Villeray
La Jarnigoine – Centre d'alphabétisation de Villeray
Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF)
Centre de formation populaire (CFP)
Centre de lecture et d'écriture
Club populaire des consommateurs
Centre de prévention des agressions de Montréal
Centre des femmes de Rivière-des-Prairies
Centre des femmes de Rosemont
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs
Centre des femmes du Plateau Mont-Royal
Centre des femmes solidaires et engagées
Centre éducatif et communautaire René-Goupil (CECRG)
Centre des organismes communautaires (COCO)
Comité d'Action de Parc-Extension (CAPE)
Comité d'action des citoyens et citoyennes de Verdun (CACV)
Comité d'éducation aux adultes (CÉDA)
Comité des sans-emploi de Pointe-Saint-Charles

Comité logement Ahuntsic-Cartierville
Comité logement La Petite-Patrie
Comité logement Lachine-Lasalle
Comité logement du Plateau Mont-Royal
Comité logement Rosemont
Comité logement Ville-Marie
Comité social Centre-Sud
Comité des personnes assistées sociales de Pointe-Saint-Charles (CPAS)
DéPhy Montréal
Écho des femmes de la Petite-Patrie
Ex aequo
Groupe Ressource du Plateau Mont-Royal
Halte-Femmes de Montréal-Nord
Info-Logis
La Maison d'Aurore
La Marie Debout
Lettres en main
Madame Prend Congé
Maison de quartier Villeray
Mouvement action chômage de Montréal (MAC)
Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS)
POPIR Comité logement
Projet Genèse
Projet P.A.L.
Puce Communautaire
Regroupement des aidantes et aidants naturels de Montréal (RAANM)
Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain (RAAMM)
Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal (ROCFM)
Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'île de Montréal (RUTA)
Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux (RAFSSS)
Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (UTTAM)
Welfare Rights Committee